



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

COMMUNIQUÉ

La FTQ demande au gouvernement conservateur de respecter le jugement de la Cour et de fournir au Québec les données du registre national d'armes d'épaule

Montréal, le 11 septembre 2012 – Après avoir pris connaissance de la décision de la Cour supérieure sur le registre national d'armes d'épaule, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) invite le gouvernement conservateur à prendre acte de ce jugement en remettant entre autres au Québec les données du registre.

« Le gouvernement conservateur doit mettre fin à son obstination idéologique dans ce dossier et remettre au Québec toutes les informations du registre qui le concernent. Contre toute logique, les conservateurs ont choisi de défendre certains adeptes des armes à feu au détriment de la sécurité de la population. C'est leur choix. Pour le Québec, le registre sur les armes d'épaule est un outil de plus pour protéger sa population. D'ailleurs, l'Assemblée nationale s'est prononcée à l'unanimité contre la destruction du registre. Ottawa a le devoir de respecter la volonté du Québec et de sa population », a déclaré le secrétaire général de la FTQ, Daniel Boyer.

La preuve déposée devant le tribunal et non contestée fait état entre autres que :

- Depuis qu'il y a obligation d'enregistrer les armes d'épaule, il y a baisse de la criminalité associée aux armes à feu;
- Qu'il y a moins d'homicides conjugaux perpétrés par une arme à feu;
- Qu'il y a moins de suicides commis au moyen d'une arme à feu.

La décision du juge Marc-André Blanchard de la Cour supérieure est claire; en plus de remettre au Québec les données du registre qui le concernent, Ottawa doit continuer d'enregistrer les données sur les armes à feu. *« Ottawa a le devoir de mettre fin à cette saga, de respecter le jugement et de laisser le Québec gérer son propre registre »,* a conclu le secrétaire général.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale québécoise, représente plus de 600 000 membres dont plus du tiers sont des femmes.